

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1962-1963.

13 MARS 1963.

Projet de loi modifiant le montant et la durée des annuités versées au Fonds de dotation qui assure le financement des pensions de guerre.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)
PAR M. **VAN CAUWENBERGHE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Exposé du Ministre.

En vue d'étaler sur les générations futures la charge des pensions de guerre, l'Etat a recouru, tant pour la guerre 1914-1918 que pour la guerre 1940-1945, à la technique des fonds de dotation.

Cette technique peut se résumer comme suit. La charge budgétaire pour l'Etat est la même chaque année; les dépenses toutefois évoluent dans le sens de la réduction. Au début, elles dépassent le montant de l'annuité et la différence est financée grâce à des emprunts contractés auprès de la Caisse d'Epargne; lorsque les dépenses sont inférieures à l'annuité, la différence sert au remboursement du principal et des intérêts des emprunts consentis par la Caisse d'Epargne.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Pierre De Smet, président; Adam, Baron de Dorlodot, De Man, Louis Desmet, Franck, Godin, Harmegnies, Hougardy, Janssen, Lacroix, Leemans, Molter, Scokaert, Van Houtte, Van Laeys, Versé, Wiard et Van Cauwenberghe, rapporteur.

R. A 6457.

Voir :

Document du Sénat :

119 (Session de 1962-1963) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1962-1963.

13 MAART 1963.

Ontwerp van wet tot wijziging van het bedrag en de duur van de annuïteiten gestort in het Dotatiefonds dat de financiering van de oorlogspensioenen verzekert.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN UITGEBRACHT (1)
DOOR DE H. **VAN CAUWENBERGHE.**

DAMES EN HEREN,

Uiteenzetting van de Minister.

Om de last van de oorlogspensioenen mede door de komende generaties te laten dragen, heeft de Staat, zowel voor de oorlog 1914-1918 als voor die van 1940-1945, de techniek van de dotatiefondsen gebruikt.

Waarin bestaat deze techniek? De begrotingslast van de Staat is ieder jaar dezelfde; de uitgaven verminderen evenwel. In het begin liggen zij hoger dan het bedrag van de annuïteit en het verschil wordt gefinancierd door middel van leningen bij de Spaarkas; wanneer de uitgaven kleiner zijn dan de annuïteit, wordt het verschil aangewend om de leningen in hoofdsom en interesten terug te betalen aan de Spaarkas.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Pierre De Smet, voorzitter; Adam, Baron de Dorlodot, De Man, Louis Desmet, Franck, Godin, Harmegnies, Hougardy, Janssen, Lacroix, Leemans, Molter, Scokaert, Van Houtte, Van Laeys, Versé, Wiard en Van Cauwenberghe, verslaggever.

R. A 6457.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

119 (Zitting 1962-1963) : Ontwerp van wet.

En vertu de la loi du 16 juin 1955, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 28 février 1959, l'Etat prévoit à son budget, les annuités suivantes :

1° Guerre 1914-1918

- a) Une annuité de 610 millions
- b) Une annuité de 900 millions

Total : 1.510 millions.

Ces deux annuités sont payables jusqu'à fin 1973.

2° Guerre 1940-1945

Une annuité de 1.250 millions, portée par la loi de 1959 à 1.375 millions payable jusqu'en 1999.

Sur base des derniers renseignements disponibles, il a été constaté que :

1° L'annuité de 1.375 millions relative à la guerre 1940-1945 est surfaite de $\pm$ 200 millions.

2° Les deux annuités de 610 millions et de 900 millions, soit 1.510 millions, relatives à la guerre 1914-1918 sont inférieures aux nécessités.

3° A l'échéance du 31 décembre 1973 des dotations de la guerre 1914-1918, l'insuffisance des annuités qui a causé d'une part des emprunts plus considérables que prévu, emprunts contractés d'autre part, pendant plus longtemps que prévu, fera que le Trésor se trouvera devant une dette à capital et intérêt capitalisés accumulés de $\pm$ 13 milliards.

Dans ces conditions, il est apparu nécessaire de proposer au Parlement les mesures suivantes :

1° Modification de la hauteur des Dotations.

Un transfert de $\pm$ 200 millions de la dotation de 1940-1945 vers la dotation 1914-1918 apparaît possible et de même, afin de réduire quelque peu les emprunts contractés auprès de la Caisse d'Epargne, il est proposé de majorer de 100 millions la dotation de la guerre 1914-1918. Celle-ci sera ainsi portée de 1.510 millions à 1.510 millions + 200 millions + 100 millions = 1.810 millions, tandis que la dotation de 1940-1945 sera ramenée de 1.375 millions à 1.175 millions. Notons que ces 100 millions sont prévus au budget des Pensions de 1963.

Ces modifications de la hauteur des dotations auront pour conséquence de réduire la dette finale de l'Etat en 1973 relative à la guerre 1914-1918 de quelque 13 à 8 milliards. Par contre, elles porteront à la même date, la dette de l'Etat relative à la guerre 1940-1945 de quelque 2,3 milliards à quelque 6 milliards. La dette globale 1914-1918 plus 1940-1945 sera ainsi réduite de quelque 1,5 milliard.

L'incidence globale du projet de loi serait ainsi relativement modeste si tel était son seul but.

Krachtens de wet van 16 juni 1955, gewijzigd bij de wet van 28 februari 1959, worden op de rijksbegroting de volgende annuïteiten uitgetrokken :

1° Oorlog 1914-1918.

- a) Een annuïteit van 610 miljoen
- b) Een annuïteit van 900 miljoen

Totaal : 1.510 miljoen.

Beide annuïteiten zijn betaalbaar tot eind 1973.

1° Oorlog 1914-1918

Een annuïteit van 1.250 miljoen, die door de wet van 1959 werd verhoogd tot 1.375 miljoen, betaalbaar tot in 1999.

Volgens de laatste beschikbare gegevens is de toestand als volgt :

1° De annuïteit van 1.375 miljoen met betrekking tot de oorlog 1940-1945 ligt $\pm$ 200 miljoen te hoog.

2° Beide annuïteiten van 610 miljoen en van 900 miljoen, dat maakt 1.510 miljoen, betreffende de oorlog 1914-1918 dekken de behoeften niet.

3° Wegens de ontoereikende annuïteiten die leningen hebben noodzakelijk gemaakt, welke enerzijds aanzienlijker zijn dan verwacht en anderzijds voor langere tijd zijn aangegaan dan voorzien werd, zal de Schatkist op de vervaldag van de dotatiën van de oorlog 1914-1918, d.i. op 31 december 1973, voor een schuld staan van $\pm$ 13 miljard in kapitaal en samen-gevoegde gekapitaliseerde intrest.

Het is dan ook noodzakelijk gebleken de volgende maatregelen aan het Parlement voor te stellen :

1° Wijziging van het bedrag van de dotatiën.

Een overdracht van $\pm$ 200 miljoen van de dotatie van 1940-1945 naar de dotatie 1914-1918 lijkt mogelijk en om de leningen bij de Spaarkas enigszins te verminderen wordt eveneens voorgesteld om de dotatie van de oorlog 1914-1918 met 100 miljoen te verhogen. De laatstgenoemde zal aldus gebracht worden van 1.510 miljoen op 1.510 miljoen + 200 miljoen + 100 miljoen = 1.810 miljoen, terwijl de dotatie van 1940-1945 van 1.375 miljoen zal verminderd worden tot 1.175 miljoen. Wij willen er nog op wijzen dat deze 100 miljoen zijn uitgetrokken op de begroting van Pensioenen voor 1963.

Door deze wijzigingen van het bedrag van de dotatiën zal de eindschuld van de Staat in 1973 betreffende de oorlog 1914-1918 van ongeveer 13 tot 8 miljard verminderen. Daarentegen zal de rijksschuld betreffende de oorlog 1940-1945 op dezelfde datum toenemen van ongeveer 2,3 miljard tot nagenoeg 6 miljard. De globale schuld 1914-1918 plus 1940-1945 zal aldus met ongeveer 1,5 miljard worden verminderd.

De globale weerslag van het ontwerp van wet zou dus vrij beperkt zijn indien dit het enige doel ervan was.

2^e Prorogation après 1973 des dotations relatives à la guerre 1914-1918 et affectation de ces dotations au remboursement de la dette relative à 1940-1945 dès que la valeur des prêts consentis par la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour le financement des pensions de la guerre 1914-1918 aura été remboursée.

A partir de 1974, l'Etat n'aurait plus dû inscrire à son budget les dotations de la guerre 1914-1918 et il aurait dû supporter uniquement les dépenses réelles relatives aux pensions de cette guerre. Le maintien de ces dotations postérieurement au 31 décembre 1973 permettra d'apurer la dette de quelque 8 milliards relative à la guerre 1914-1918 dont question ci-dessus.

D'autre part, lorsque cette dette relative à 1914-1918 aura été apurée, les dotations relatives à la guerre 1914-1918 devront être maintenues au budget et serviront au remboursement des dettes relatives à la guerre 1940-1945.

Sur base des prévisions actuelles, il est prévu que l'Etat aura remboursé l'intégralité de ses dettes vis-à-vis de la Caisse d'Epargne relatives aux deux guerres dans un délai d'environ 13 ans après le 31 décembre 1973, soit vers le 31 décembre 1986. Il se sera ainsi libéré de ses obligations vis-à-vis de la Caisse d'Epargne relatives à la guerre 1940-1945, quelque 13 ans plus tôt que prévu.

En conclusion, dit le Ministre, le plan nouveau proposé par le projet est financièrement beaucoup plus sain que le précédent.

Discussion.

Un commissaire demande à quel taux la Caisse d'Epargne accorde les prêts au Fonds de dotation. Il lui est répondu que le premier prêt l'a été au taux de 1,5 % et que les suivants l'ont été au taux d'intérêt moyen des emprunts de l'Etat de l'année précédente.

Un autre commissaire constate que le projet, qu'il approuve, a été rendu nécessaire par le fait que les bénéficiaires de pensions de guerre 1914-1918 ont une durée de vie plus longue que celle initialement escomptée. Il admet qu'on empiète sur les fonds inutilisés prévus pour le paiement des pensions de guerre 1910-1915, afin de suppléer aux insuffisances des fonds destinés aux pensions de guerre 1914-1918. Toutefois il se demande si l'on possède déjà tous les éléments suffisants pour apprécier exactement les dépenses réelles qu'entraînera, à l'avenir, l'application des lois relatives aux pensions de guerre 1910-1915. Il croit, en effet, qu'en dehors du problème de la longévité, il peut subsister d'autres inconnues comme, par exemple, l'obligation éventuelle de satisfaire des revendications nouvelles ou tout simplement la volonté ultérieure d'atteindre une meilleure équité dans la distribution de la reconnaissance nationale.

Le Ministre répond que les prévisions de dépenses relatives aux pensions de guerre 1940-1945 ont été faites compte tenu du maximum d'éléments

2^e Verlenging na 1973 van de dotatiën betreffende de oorlog 1914-1918 en besteding van deze dotatiën voor de terugbetaling van de schuld betreffende 1940-1945 zodra de waarde van de leningen toegestaan door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas ter financiering van de pensioenen van de oorlog 1914-1918 zal zijn terugbetaald.

Van 1974 af zou de Staat de dotatiën van de oorlog 1914-1918 niet meer op zijn begroting hebben moeten uittrekken en alleen de werkelijke uitgaven betreffende de pensioenen van deze oorlog hebben moeten dragen. Het behoud van deze dotatiën na 31 december 1973 zal het mogelijk maken de voornoemde rijks-schuld van ongeveer 8 miljard betreffende de oorlog 1914-1918 aan te zuiveren.

Anderzijds, wanneer deze schuld betreffende 1914-1918 zal zijn aangezuiverd, zullen de dotatiën betreffende de oorlog 1914-1918 verder op de begroting moeten worden uitgetrokken en zij zullen dienen tot terugbetaling van de schulden betreffende de oorlog 1940-1945.

Op grond van de huidige ramingen wordt verwacht dat de Staat al zijn schulden bij de Spaarkas betreffende beide wereldoorlogen zal terugbetaald hebben binnen een termijn van ongeveer 13 jaren na 31 december 1973, d.w.z. omstreeks 31 december 1986. Hij zal zich aldus ongeveer 13 jaar vroeger dan voorzien, gekweten hebben van zijn verplichtingen tegenover de Spaarkas die betrekking hebben op de oorlog 1940-1945.

Ten slotte, zo zegt de Minister, is dit nieuwe plan financieel gezien veel gezonder dan het vorige.

Bespreking.

Een commissielid vraagt tegen welke rentevoet de Spaarkas leningen toestaat aan het Dotatiefonds. Hem wordt geantwoord dat de eerste lening werd toegestaan tegen een rentevoet van 4,5 % en de volgende tegen de gemiddelde rentevoet van de staatsleningen van het vorige jaar.

Een ander lid merkt op dat het ontwerp, dat hij goedkeurt, noodzakelijk werd gemaakt door het feit dat de gerechtigden op pensioenen van de oorlog 1914-1918 langer leven dan aanvankelijk werd verwacht. Hij aanvaardt dat men de niet gebruikte fondsen aanspreekt die bestemd zijn voor de pensioenen van de oorlog 1910-1915, ten einde te voorzien in de ontoereikendheid van de fondsen voor de pensioenen van de oorlog 1914-1918. Hij vraagt zich evenwel af of men reeds over voldoende gegevens beschikt voor een juiste raming van de werkelijke uitgaven die zullen voortvloeien uit de toepassing van de wetten betreffende de pensioenen van de oorlog 1910-1915. Hij is van oordeel dat er behalve het probleem van de lange levensduur nog andere onbekenden kunnen bestaan, bijvoorbeeld de eventuele verplichting om nieuwe eisen in te willigen of eenvoudig het feit dat men in de toekomst zou streven naar grotere billijkheid in het verdelen van de fondsen van nationale erkentelijkheid.

De Minister antwoordt dat de uitgaven betreffende de pensioenen van de oorlog 1940-1945 geraamd werden op basis van het grootst mogelijke aantal gegevens,

de calcul, notamment les incidences de l'index; que, comparée à celle, initiale, des bénéficiaires des pensions de guerre 1914-1918, la moyenne d'âge des bénéficiaires du régime 1940-1945 est supérieure, ce qui limite, dès le départ, les effets d'une nouvelle augmentation ultérieure de la longévité; que, seules, sont imprévisibles les aggravations des grandes invalidités, encore qu'étant peu nombreuses, ces dernières n'entraînent que de faibles augmentations de dépenses. Il ajoute que, de toute façon, du fait qu'on a ramené à fin 1986 le délai ultime de l'existence du Fonds de dotation, initialement fixée à fin 1999, toute surprise éventuelle dans les évaluations étalées de dépenses, serait, de loin, moins importante et plus supportable.

Chacun des articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Le présent rapport a été admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
A. VAN CAUWENBERGHE.

Le Président,
Pierre DE SMET.

onder meer de weerslag van het indexcijfer; hij verklaart dat de gemiddelde leeftijd van de gerechtigden in het stelsel 1940-1945, vergeleken met de aanvankelijk verwachte leeftijd, hoger is, hetgeen van in het begin de gevolgen beperkt van een nieuwe verhoging van de levensduur in de toekomst; hij wijst erop dat alleen de verergering van de toestand van de groot-invaliden niet kan worden voorzien, ofschoon dit slechts een geringe verhoging van uitgaven meebrengt daar deze personen niet zeer talrijk zijn. Hij voegt eraan toe dat, hoe dit ook zij, een onverwachte ontwikkeling t.o.v. de gespreide ramingen van de uitgaven veel minder gevolgen zou hebben en veel draaglijker zou zijn daar men de uiterste termijn van het bestaan van het Dotatiefonds, oorspronkelijk bepaald op eind 1999, heeft beperkt tot eind 1986.

De artikelen, alsmede het ontwerp in zijn geheel zijn met algemene stemmen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
A. VAN CAUWENBERGHE.

De Voorzitter,
Pierre DE SMET.